

## Pierre Ronsier : témoignage

Denis Poupardin, Pierre Ronsier

► **To cite this version:**

Denis Poupardin, Pierre Ronsier. Pierre Ronsier : témoignage. Archorales : les métiers de la recherche, témoignages, 2, Editions INRA, 214 p., 1998, Archorales. hal-02836103

**HAL Id: hal-02836103**

**<https://hal.inrae.fr/hal-02836103>**

Submitted on 7 Jun 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



## **R**onsier Lucien, Jouy-en-Josas, le 15 Décembre 1995

**L.R.** — Je suis né en 1932. J'ai reçu au CNAM une formation de géomètre expert foncier. J'ai travaillé pendant quelques années à Noisy-le-sec, dans un bureau d'étude privé dont je devais reprendre la direction. Mais mon patron a eu des difficultés et son cabinet a commencé à péricliter. J'ai donc dû envisager, en 1963, de faire autre chose. Ayant dit à mon beau-frère qui travaillait à Jouy-en-Josas comme agent comptable que j'étais à la recherche d'un nouvel emploi, il m'a fait savoir que le secrétaire général cherchait une personne pour s'occuper des travaux. Au cours d'une entrevue qu'il avait organisée avec Jean-Pierre Dupont (1), j'ai indiqué à ce dernier ce que j'avais fait antérieurement. C'est à la suite de cet entretien que j'ai été embauché à l'INRA, le 1er Décembre 1963.

Nommé chef du service des études et travaux, je me suis occupé des affaires foncières et des constructions du Centre de Jouy et des domaines qui lui étaient rattachés. C'est ainsi que j'ai été conduit à me rendre souvent, au début de ma carrière, au domaine du Pin aux Haras, dans ceux de Brouëssy (2), Bressonvilliers (3) et de la Minière (4). J'ai suivi également des chantiers dans ceux de Bourges et de Carmaux, dans celui de La Fage, de Poligny, au domaine des Vaseix à côté de Limoges et dans celui du Rheu. J'ai travaillé également à la station expérimentale porcine de Rouillé et à l'Île d'Aix.

**D.P.** — **Vos fonctions vous obligeaient très souvent à quitter Jouy, même si le CNRZ restait votre port d'attache ?**

**L.R.** — J'étais, en effet, presque toutes les semaines, en déplacement. De 1963 jusqu'en 1975, l'INRA a peu construit à Jouy. C'était la grande époque de la décentralisation et les efforts d'équipement en production animale se portaient surtout sur les Centres de Rennes, de Theix et de Tours. A Jouy, il ne s'agissait guère alors que de réaménagements limités. Mais, quand les Centres de province ont été construits, des crédits sont venus à nouveau s'investir sur place dans la construction de nouveaux bâtiments.

**D.P.** — **Comment se présentait le centre de Jouy lorsque vous êtes arrivé à l'INRA, en 1963 ?**

**L.R.** — Il y avait déjà pas mal de personnes sur le Centre (800 environ). La plupart des bâtiments qui existent aujourd'hui se trouvaient déjà construits. A l'époque, on finissait le LERA et certaines étables de la zone Nord. Le bâtiment social, la laiterie, le service de documentation, le bâtiment des biotechnologies et l'animalerie-rongeurs n'ont été construits que plus tardivement.

La plupart des bâtiments se trouvaient à l'époque occupés par des animaux. Au fur et à mesure des besoins, les porcheries, les bergeries et les étables ont été transformées en laboratoires. Certains bâtiments, utilisés comme poulailers, ont même dû être démolis pour laisser de la place, en 1983, au bâtiment des biotechnologies.

**D.P.** — **Le Centre de Jouy surprend un peu aujourd'hui par la diversité des bâtiments qu'on y trouve. Y a-t-il eu une évolution dans les conceptions urbanistiques et architecturales qui ont présidé à leur construction ?**

**L.R.** — Quand l'INRA a acheté le domaine de Vilvert, en 1951, pour créer le CNRZ, il n'imaginait guère l'envergure qu'il prendrait. Les premiers chercheurs avaient été installés sommairement, dans le château et dans un corps de ferme qui existait à l'entrée du domaine. Mais, en 1963, on achevait de reloger les derniers occupants scientifiques du château.

---

Le premier bâtiment de Jouy qui a été construit se trouvait à la place du service actuel de la viande. Il abritait, en 1952, la technologie. A mesure que le nombre des chercheurs s'est accru, il a fallu s'éloigner toutefois du château pour construire de nouveaux bâtiments. Les premiers ont été réalisés par M. Domenc, qui avait obtenu un prix de Rome et qui était architecte des bâtiments nationaux. Deux architectes associés Thieulin et de Vigan ont pris sa suite, réalisant d'autres bâtiments. Mais, après la promulgation de la loi sur l'architecture en 1977, l'INRA n'a plus eu d'architecte attitré, étant tenu d'organiser des concours et de procéder à des appels d'offre. Le premier bâtiment, construit dans le cadre des nouvelles procédures, a été celui des biotechnologies. Tous les bâtiments, qui ont été refaits ou réaménagés par la suite, l'ont été par des architectes différents, au vu des projets qu'ils avaient présentés.

**D.P. — Des règles d'urbanisme plus contraignantes sont-elles venues affecter la disposition et le style des constructions ?**

**L.R.** — Le Centre s'est construit longtemps au fur et à mesure des besoins, sans schéma d'urbanisme véritable. C'est ce qui faisait dire à Francis Rinvill, un ancien directeur général adjoint : "*Quand on regarde le plan de Jouy, on a l'impression qu'il y a eu une catastrophe ferroviaire. Les bâtiments sont comme des wagons qui auraient subi un déraillement !*" L'absence de plan d'ensemble se traduit aujourd'hui par des conséquences fâcheuses sur le passage des canalisations et des lignes de téléphone. Certaines d'entre elles se retrouvent, en effet, parfois imbriquées les unes dans les autres, de gros diamètres débouchant de façon bizarre dans de plus petits.

Il faut bien reconnaître que, pendant longtemps, l'INRA n'a pas été très regardant sur la forme et les aménagements intérieurs à donner aux bâtiments. Soucieux avant tout de réaliser des économies, il cherchait, en effet, à caser le maximum de gens dans le minimum d'espace. Les architectes auxquels il faisait appel connaissaient mal les besoins de la recherche et se contentaient de disposer, les uns à côté des autres, des blocs semblables tels des HLM ! Invités, plus tard, à construire le Centre de Tours et un laboratoire à Massy, ils se sont bornés à reproduire là-bas ce qu'ils avaient fait ici.

Le Centre de Jouy-en-Josas (5) qui s'étend sur près de 70 ha et regroupe aujourd'hui près de 1000 personnes, est situé dans un site protégé, la vallée de la Bièvre et fait partie du périmètre de protection du château de Versailles. Comme la majeure partie de sa surface est déjà occupée par des bâtiments ou a été rendue inconstructible par les dispositions du POS (les terrains en bordure de la Bièvre), des constructions nouvelles sont aujourd'hui difficilement envisageables, dans la mesure où la DATAR y est hostile et où il est exclu de procéder à de nouvelles acquisitions de terrain (6).

Quand il a été question de construire un nouveau bâtiment de biotechnologies, dans les années 82 (7), il a fallu démolir les poulaillers pour lui trouver de la place. Il a fallu choisir, par ailleurs, des architectes plus inventifs pour donner à l'édifice plus d'allure et de personnalité. Obligés de tenir compte des contraintes nouvelles qui leur ont été imposées par le service départemental d'architecture, ceux-ci ont été conduits à remplacer le bâtiment unique qu'ils avaient envisagé par deux bâtiments unis par une verrière, de façon à ce que l'ensemble s'intègre mieux dans le paysage.

**D.P. — La suppression des poulaillers a-t-elle été effectuée aussi pour tenir compte de revendications de voisins victimes de pollutions ?**

**L.R.** — Non, les poulaillers ne généraient guère de pollutions ! Personne ne nous en a fait, en tout cas, le reproche. Nos voisins étaient plutôt satisfaits de la présence de l'INRA, car si nous avions été obligés de partir, la place aurait été vite récupérée par des promoteurs autrement dévastateurs ! Les écologistes ou les services de l'environnement nous ont, de même, toujours fort bien acceptés et nos bâtiments n'ont apparemment jamais choqué personne ! Les seules contraintes qui nous ont été imposées portent sur leur hauteur et la couleur des matériaux et l'inconstructibilité des terrains en bordure de la Bièvre.

**D.P. — Comment a évolué le travail qui vous a été confié à Jouy ?**

---

**L.R.** — Jusqu'en 1984, je me suis occupé de toute la partie travaux. Mais, cette année là, j'ai dû assurer l'intérim de M. Leclerc (8). Comme la construction du labo de biotechnologies occasionnait beaucoup de travail et de surveillance, un jeune a été recruté pour s'occuper de tous les travaux d'entretien. J'ai pu alors me consacrer au suivi des plus gros chantiers. J'ai été nommé, à l'arrivée de Pierre Darde, secrétaire général adjoint. Aujourd'hui, j'ai délaissé la gestion des autres domaines (9), et je ne m'occupe plus, à Jouy, que des grosses constructions, des appels d'offre et des prestations de service (l'entretien des vêtements de travail, le ménage, la restauration, l'enlèvement des ordures ménagère, le gardiennage). Je supervise, par ailleurs, les activités des diverses équipes qui s'occupent de l'entretien des espaces verts, du garage, des transports et du magasin central.  
Comme je suis là depuis longtemps et que je connais bien tout ce qui s'est passé à Jouy, je peux aider M. Jean-Pierre Delage qui vient de remplacer P. Darde au poste de secrétaire général.

**D.P.** — **Les personnels de la recherche sont-ils associés davantage qu'autrefois à la construction et à l'aménagement de leurs laboratoires ?**

**L.R.** — Quand on construit aujourd'hui un bâtiment, l'architecte établit un programme assez détaillé avec les chercheurs qui lui indiquent les surfaces dont ils auront besoin, la nature des différents locaux et leur liaison entre eux, les matériels, les équipements, les paillasse, les fluides qui leur seront nécessaires. Mais cette concertation n'empêche pas que se produisent parfois certains ratés, heureusement assez rares ! (10) Un des problèmes qui se pose est de ne pas figer les bâtiments mais de faire en sorte qu'ils puissent évoluer et s'adapter à des changements ultérieurs. Cela est évidemment plus difficile quand ils sont destinés à abriter plusieurs services. Les chefs de service ont, en effet, des idées souvent divergentes sur les aménagements intérieurs. Les uns souhaitent que les bureaux soient intégrés dans leurs labos. Les autres veulent, au contraire, qu'ils soient indépendants. Évidemment, les choix en cette matière engagent pour un temps l'avenir.

Je m'aperçois, au bout de 30 ans, que les conceptions que les scientifiques se font de leurs labos ont assez peu évolué. L'INRA ne travaille pas comme des laboratoires de recherche privés qui disposent de très grandes surfaces dans lesquelles travaillent plusieurs chercheurs. Ici, nous avons surtout des labos individuels dans lesquels travaillent un chercheur avec ses deux ou trois techniciens. Il arrive, bien sûr, que les équipes se recomposent, mais au niveau des labos, les changements se limitent, en général, au déplacement de quelques bacs ou de prises de courant. On avait pensé qu'il serait utile d'aménager des cloisons mobiles mais, à l'expérience, on s'est aperçu qu'elles étaient peu demandées, car inutiles. Les scientifiques cherchent tous plus ou moins à avoir un labo, avec le même type de paillasse et de sorbonne. Les paillasses ont un peu changé de forme, mais ont gardé quasiment les mêmes volumes. Recouvertes autrefois des carrelages, elles sont réalisées aujourd'hui en émailit, résine ou en matériaux stratifiés. Il en est de même des sorbonnes qui étaient toutes autrefois en chêne verni et qui comportent aujourd'hui des revêtements mélaminés ou stratifiés. Des changements sont liés aussi à l'apparition de matériels nouveaux. Ainsi les rampes Kendjall équipées de matras contenant de l'acide porté à ébullition, qui avaient tendance, à provoquer une érosion des couvertures et des peintures, ne sont pratiquement plus utilisées !

**D.P.** — **Les façons de faire de la recherche se sont, au cours du temps, profondément modifiées. Le développement du travail en équipe n'a-t-il pas suscité de demandes nouvelles pour aménager les locaux de façon plus agréable ou plus conviviale ?**

**L.R.** — Dans le bâtiment des Biotechnologies, nous avons aménagé un vaste hall avec des plantes vertes, une cafétéria (11). On y accède par une seule porte d'entrée pour inciter les gens à se rencontrer. Nous avons construit, par ailleurs, un amphithéâtre et une bibliothèque commune pour leur permettre d'avoir plus facilement des discussions sur leurs travaux. Mais, si les conditions d'accueil se sont transformées beaucoup, l'aménagement intérieur des laboratoires proprement dits a assez peu évolué. Autrefois, on cherchait à tirer parti au maximum des surfaces existantes. On faisait des entrées réduites et des circulations limitées. Aujourd'hui, on essaie d'aménager des salles de réunion, des halls d'accueil et des emplacements communs conviviaux pour faciliter les contacts entre les chercheurs (12). Toutefois quelques anciens nous reprochent encore un peu de perdre de la place !

---

**D.P. — S'il y a un lieu par excellence où les personnels ont plaisir, en général, à se retrouver, c'est bien la cantine. De quand date celle de Jouy ?**

**L.R.** — Dans les premiers temps, la cantine se trouvait située au rez-de-chaussée du château. Mais les personnes qui travaillaient aux services généraux manquaient de place et se plaignaient des odeurs de cuisine qu'ils respiraient toute la journée. La cantine ne comportait, par ailleurs qu'une centaine de places assises pour servir alors environ 500 repas ! Le turn-over était de 5 alors que la norme habituelle est de l'ordre de 3 : il fallait faire, en conséquence, des queues interminables avant de pouvoir se restaurer. Quand je suis arrivé à Jouy, la cantine fonctionnait 7 jours sur 7 et midi et soir. Il y avait, en effet, à l'époque beaucoup d'animaliers qui venaient de la province et qui étaient célibataires. Progressivement, il a été décidé de fermer la cantine le dimanche et les jours de fête, puis de suspendre la restauration, le soir.

La cantine est restée au rez-de-chaussée du château, jusqu'en 1988. A plusieurs reprises, l'attention de la Direction générale avait été attirée sur le fait qu'elle serait nettement insuffisante dans les années à venir, notamment à l'ouverture du labo des biotechnologies. Il avait été envisagé un moment de l'installer dans les locaux de la laiterie, mais évidemment les microbiologistes qui y travaillaient multipliaient les objections. Finalement, le Centre a obtenu un crédit pour étudier les possibilités de création d'une nouvelle cantine. Cherchant à faire quelque chose de plus rationnel, il s'est adressé à un bureau d'études spécialisé dans les problèmes de restauration qui, compte tenu des effectifs prévus, a calculé des surfaces et des temps d'occupation des tables, établi un schéma de circulation pour éviter que les convives ne se heurtent avec leurs plateaux. Ces éléments ont été retenus dans l'organisation du concours d'architectes.

Le restaurant qui a été réalisé comporte aujourd'hui 300 places assises et sert environ 700 repas par jour (13). Construit dans un cadre agréable, pourvu de larges baies vitrées et d'une terrasse en plein air, il est bien conçu. La société de restauration actuelle donne également pleinement satisfaction, si l'on en juge par l'absence de critiques qui figurent sur le cahier de réclamations ! La cantine de Tours qui était autrefois autogérée est en passe de suivre son exemple et de passer aussi en sous-traitance.

**D.P. — Vous avez évoqué brièvement vos déplacements dans d'autres Centres. Quels types de problèmes avez-vous étudiés ?**

**L.R.** — Je me suis rendu dans des domaines dans lesquels il s'agissait de construire, non pas des laboratoires, mais des bâtiments destinés aux animaux (bergeries, porcheries, animaleries diverses). Dans les années cinquante, il n'existait pas de préfabriqués pour animaux. Les premiers architectes ont édifié des constructions en dur qui étaient assez coûteuses et surtout n'étaient pas évolutives. Toutes les mangeoires étaient, en effet, en béton armé. Quand il a fallu transformer ces bâtiments en laboratoires, les entreprises qui étaient chargées de les démolir y ont "laissé des plumes", ne s'imaginant jamais qu'elles auraient à s'attaquer à des "blockhaus". Par exemple, en ce qui concerne les porcs qui étaient installés à la Minière, ce sont les techniciens de l'INRA, avec un charbon de Guyancourt, qui ont mis au point des systèmes nouveaux de stalles, avec des tubes galvanisés. Le privé a repris ces procédés plus tard et développé l'usage de bâtiments préfabriqués ou industrialisés, que ce soit pour les poules, les moutons ou les porcs.

Il n'y a qu'à Poligny où j'ai construit un petit laboratoire. Les chercheurs qui étaient installés dans un bâtiment contigu à l'école laitière se trouvaient, en effet, à l'étroit, dans les années 72, occupant même les couloirs et l'entrée. Il a fallu que je m'occupe du permis de construire, des appels d'offre et de la surveillance des travaux.

**D.P. — Les bâtiments d'élevage qui étaient assez standard au départ se sont-ils différenciés progressivement avec les connaissances plus grandes qu'on avait des animaux ?**

**L.R.** — Tout à fait ! Maintenant on construit des poulaillers qui sont faits pour des poules et dans lesquels il serait inconcevable d'y mettre des porcs. Indépendamment de la taille des bâtiments, il y a eu des contraintes nouvelles à respecter, notamment en matière de ventilation, de chauffage ou d'hygrométrie.

---

**D.P. — Le confort des animaux a-t-il été une préoccupation qui a fait évoluer l'architecture des bâtiments ?**

**L.R.** — Je me souviens que lorsque nous avons construit les premiers bâtiments d'animaux, nous ne disposions que de très peu de données techniques. Nous nous référons à l'ouvrage de M. Govin, "la ferme", pour avoir des idées sur les besoins à satisfaire en matière de renouvellement d'air ou d'hygrométrie. Progressivement, il a fallu changer nos références pour mieux tenir compte des besoins des animaux. Par exemple, je suis intervenu aux Vaseix, près de Limoges, parce qu'il y avait dans l'étable des manques évidents de ventilation et des condensations qui entretenaient une grande humidité.

**D.P. — Les points de vue en matière de construction de bâtiments, que ce soit des laboratoires ou des installations expérimentales, étaient-ils les mêmes pour les scientifiques et les administratifs ?**

**L.R.** — Quelquefois, les administratifs étaient obligés d'intervenir pour modérer les souhaits des scientifiques, en matière de surface ou de confort. Souvent pour des animaleries, les scientifiques réclamaient une précision dans la régulation du chauffage et de l'hygrométrie. C'était à nous de leur faire comprendre que leurs exigences n'étaient pas toujours justifiées. Mais nous nous heurtions parfois de leur part à des incompréhensions et quelques uns parmi eux faisaient de la surenchère en exigeant des perfectionnements coûteux. Quand il a été question de faire le câblage du Centre, nous avons eu du mal à obtenir de quelques utilisateurs le nombre de prises à poser ou le type de câbles à faire passer dans leur bâtiment. Mis devant des problèmes concrets, ils avaient du mal, en effet, parfois à se déterminer !

**D.P. — Le Centre de Jouy-en-Josas qui a été le lieu de formation d'où sont partis beaucoup de chercheurs en production animale a-t-il joué, dans le domaine des constructions, un rôle de modèle pour les Centres de province qui se sont créés par la suite ?**

**L.R.** — Les chercheurs qui se sont installés à Tours, Theix et Rennes avaient, pour la plupart, été formés à Jouy. Ils en sont partis souvent avec les idées qu'ils avaient de ce Centre. M.M. Thieulin et de Vigan qui ont été les architectes, à Tours, ont repris notamment les conceptions qui avaient présidé à la construction du grand labo de Jouy.

**D.P. — Avez-vous été conduit, à certains moments de votre carrière, à quitter Jouy-en-Josas pour aller travailler ailleurs ?**

**L.R.** — Non je n'ai jamais quitté le Centre de Jouy. Il avait été question à un moment que j'aille travailler à Paris pour m'occuper des affaires immobilières. Mais M. Dupont n'a pas souhaité que j'y parte, estimant finalement que j'étais plus un homme de terrain polyvalent qu'un homme de bureau.

**D.P. — Avez-vous fait la connaissance de personnes qui vous ont beaucoup appris beaucoup de choses utiles pour votre métier ?**

**L.R.** — J'ai connu M. Viéville qui a travaillé, à Versailles, à la création de l'INRA. Architecte, il a été pendant un temps secrétaire général, puis responsable des travaux. Il avait des conceptions un peu différentes des miennes pour aménager les labos : il créait, en façade, des gaines techniques entre chacun d'eux. C'était une solution que nous avons rejetée parce que nous estimions qu'elle prenait trop de place, notamment sur les façades. Mais lui y tenait beaucoup. Entre chaque labo, il installait, en effet, des trémies dans lesquelles il faisait passer des canalisations et des gaines. J'ai eu l'occasion de travailler, avec lui, au Centre de Dijon qui était, comme Versailles, un Centre axé sur les productions végétales mais qui avait accueilli, en 1966, une équipe sur les aliments de l'homme venant de Jouy. Celle-ci avait besoin d'une animalerie SPF pour élever des animaux indemnes de germes. Chargé de m'en occuper, j'ai pu mieux voir les conceptions qui le guidaient. Il n'y avait à l'INRA, dans les années 70, que deux responsables travaux : Viéville et moi. Lui était spécialisé sur les productions végétales, moi sur les productions animales. Les secrétaires généraux des

---

Centres faisaient souvent appel à nous, dès qu'il y avait des problèmes à régler. Les choses ont changé dans la mesure où les Centres disposent chacun aujourd'hui d'un responsable « travaux ».

**D.P. — Y a-t-il une mémoire des travaux qui ont été entrepris ? Comment et où sont conservés aujourd'hui les plans des constructions, des canalisations, des infrastructures diverses du Centre ?**

**L.R.** — Je suis quelqu'un d'assez ordonné. En 1963, quand je suis arrivé à Jouy, il y avait, dans un bureau situé sous les combles, un fatras de documents où on ne retrouvait rien. J'ai reconstitué des dossiers avec les plans des bâtiments. Il y avait au sous-sol diverses archives qui les concernaient (marchés, correspondances diverses). Mais celles-ci ont été dispersées. J'ai, en revanche, pu conserver presque tous les plans et devis descriptifs des bâtiments qui ont été construits depuis l'origine du Centre (même quand il s'agissait d'anciennes étables qui ont été transformées par la suite en laboratoires). C'est vrai qu'on n'en aura peut-être plus jamais besoin !

**D.P. — Y a-t-il eu des collections de photos du Centre de Jouy qui ont été constituées et conservées ?**

**L.R.** — Il y avait eu des vues d'avion prises à diverses époques, mais j'ai bien peur qu'elles aient toutes disparu !

**D.P. — Comment les agents se rendaient-ils autrefois au Centre de Jouy ?**

**L.R.** — Jouy-en-Josas est resté pendant longtemps très mal desservi par le train. Il n'y avait guère qu'un train le matin et un dans l'après-midi. Or, la plupart des gens qui travaillaient à Jouy résidaient à Paris. Quand je suis arrivé à Jouy, en 1963, le Centre avait organisé un système de ramassage. Il y avait 5 cars qui allaient chercher le personnel : deux venaient de la porte d'Orléans et de la porte de Vanves, les autres faisaient le tour des gares de Massy, de Versailles et de Chaville. Au fur et à mesure, le personnel a cherché à se rapprocher du Centre de Jouy, en se logeant notamment dans la ville nouvelle de Saint-Quentin. Avec l'essor de la circulation automobile, il a été décidé, dans les années 80, de supprimer les cars de ramassage venant de Paris, puis ceux de Versailles et de Massy. Les cars de Chaville ont été conservés, ainsi que ceux assurant la desserte de la gare de Jouy. Mais le Centre a décidé aujourd'hui de faire appel à une société privée qui exploitait déjà ces lignes.

**D.P. — Comment ont évolué les effectifs de bétail conservés à Jouy ?**

**L.R.** — Le Centre de Jouy-en-Josas a été le premier centre animalier de l'INRA. Il mettait à profit les ressources végétales des domaines qui se trouvaient à proximité et les a spécialisés : La Minière pour les porcs, Brouëssy pour les moutons et Bressonvilliers, pour les bovins. Plus tard se sont constitués les domaines de Bourges (autour de gros programmes de recherches sur les ovins, les bovins et les porcs), de Rouillé et du Rheu (testage des porcs). Le Centre de Jouy assurait les transports des animaux d'un domaine à l'autre. L'INRA avait construit à la Minière un moulin pour fabriquer des aliments pour animaux. Dans les années cinquante, il n'y avait pas, en effet, d'entreprises privées qui en fabriquaient. Le moulin de la Minière a fabriqué des aliments d'abord pour tous les animaux de Jouy, puis pour ceux des domaines de la région parisienne et de province. Pendant très longtemps et jusque dans les années 80, il a livré régulièrement, par camions et semi-remorques, des aliments aux Centres de Clermont, de Rennes ou de Toulouse. Mais des firmes privées s'étant installées non loin de ces Centres pour fabriquer les aliments courants, le moulin de la Minière s'est reconverti dans la seule production d'aliments expérimentaux. En 1984, cette fabrication a été arrêtée. Un atelier expérimental a été construit à Jouy pour produire, à la demande, des aliments particuliers que les industriels privés ne pouvaient pas ou étaient réticents à fabriquer eux-mêmes, compte tenu des contraintes imposées et des petites quantités demandées (d'autant que les chercheurs de Jouy travaillaient de plus en plus sur des souris). Le parc de véhicules a également été réduit, le centre de Jouy n'assurant plus, en effet, des transports d'aliments et de bétail dans toute la France.

---

Le nombre des animaux à Jouy s'est beaucoup réduit au fil des années. On en achète pourtant encore régulièrement. Chaque semaine, des chauffeurs partent, en effet, avec des bétailières pour ramener des petits lots de porcs, de moutons ou une vache ou deux.

**D.P. — Combien d'animaux y avait-il à Jouy, en 1963 ? Combien en reste-t-il de nos jours ?**

**L.R.** — Il ne reste plus aujourd'hui qu'une vingtaine de bovins, une cinquantaine de moutons et une quinzaine de porcs. A l'époque, le Centre de Jouy possédait 4 porcheries (au total près de 200 porcs), 2 étables d'une cinquantaine de bovins chacune. Les taureaux étaient logés sous des espèces de tente. Il y avait également des bergeries, des poulaillers et des lapinières.

**D.P. — A l'époque où il y avait davantage de bétail, une partie du personnel était-il logé sur place ?**

**L.R.** — Il y avait beaucoup de personnes qui étaient logées sur place, plus probablement que dans les autres centres animaliers de l'INRA. Le Centre avait besoin, en effet, d'avoir sous la main un grand nombre d'animaliers. Mais comme il n'y en avait pas en région parisienne, beaucoup sont venus de la Bretagne ou du Limousin. Les ouvriers qui arrivaient étaient souvent apparentés entre eux, les premiers faisant venir rapidement leurs beaux-frères, leurs neveux ou leurs cousins. Il a fallu les loger sur place parce que c'était une période où ils étaient tenus de faire beaucoup d'heures et que sévissait une forte crise du logement en région parisienne. A cet effet, deux immeubles ont été construits à l'entrée du domaine et 3 maisons de gardien ont été aménagées. Dans la zone Nord, des pavillons ont également été construits. Par ailleurs, on a aménagé dans chaque animalerie, un logement ou des chambres. Le Centre a même acheté un corps de ferme à Vauboyen (Bièvres) et une ancienne auberge à Jouy (le Clos normand) pour les transformer en chambres ou en logements. Il a pu ainsi, à une certaine époque, héberger plus de cent familles ! Actuellement, il loge encore pas mal de gens (70 personnes environ). Les concessions de logements accordées à ceux qui n'ont plus d'astreintes (nourrir et soigner les animaux, faire des prélèvements) ont été transformées en conventions d'occupation précaire.

Des efforts importants ont été réalisés pour mieux loger les stagiaires étrangers. Alors que nos chercheurs, lorsqu'ils partaient à l'étranger, bénéficiaient de chambres convenables, celles qu'on était susceptible d'offrir à ceux qui venaient chez nous étaient, en effet, pour le moins, misérables. C'est le Centre qui gère les studios (7 petits et 11 grands) et 14 chambres nouvelles qui ont été rénovées et entièrement équipées. Pour permettre aux laboratoires d'accueil de satisfaire leurs demandes, il a été établi que les stagiaires ne seraient logés que 6 mois, au maximum. Ceux qui doivent rester plus longtemps sont tenus, en conséquence, de trouver un autre logement ailleurs. Pour faciliter leurs démarches, l'INRA a passé une convention avec Euro-studio qui est une société privée de Saint-Quentin en Yvelines qui offre des logements à des étudiants, mais pas toujours appréciés d'eux.

**D.P. — Les diverses fonctions qui sont les vôtres vous mettent en rapport avec tous les personnels du Centre ?**

**L.R.** — Oui, beaucoup de personnes font appel à moi. Je suis en poste depuis longtemps et de ce fait très bien connu. Bien que je ne m'occupe plus en principe des travaux d'entretien, beaucoup m'appellent encore dès qu'il y a une réparation à faire.

**D.P. — Le bâtiment de biotechnologies, qui est un des plus éloignés du château, ne constitue-t-il pas un peu une enclave étrangère à l'intérieur du Centre ?**

**L.R.** — Abrutant diverses unités, il fait partie intégrante du Centre de Jouy. Toutefois certain responsable aurait souhaité le rendre indépendant en créant un Institut des biotechnologies avec son propre papier à lettre à en tête. L'intégration sur le plan administratif a été, pour certain, plus difficile du fait, par exemple, de la création d'un service d'achat particulier, alors que le Centre dispose déjà d'une centrale d'achat. Il en est de même de l'ancienne navette du laboratoire de virologie (qui provient de



---

Grignon) pour l'usage exclusif du bâtiment de Biotechnologie, alors que le Centre dispose déjà d'un transport par car (14).

Mais il faut noter que la grande majorité des chefs de service de ce bâtiment sont complètement intégrés à la vie du Centre.

**D.P. — Le bâtiment de Biotechnologie a-t-il son propre service de documentation ou fait-il appel au Centre de documentation du Centre (UCD) ?**

**L.R.** — Le laboratoire de virologie possédait une documentation qu'il a installée, à Jouy, dans une petite bibliothèque. Cette bibliothèque reçoit aujourd'hui des ouvrages qui intéressent les chercheurs des autres unités de ce bâtiment. Mais comme la personne qui s'en occupait est partie à la retraite, la bibliothèque a finalement été rattachée à l'UCD. Il faut dire que les autres laboratoires, implantés sur le Centre, ont aussi une bibliothèque dont l'origine est antérieure à la création de l'UCD.

Il est vrai qu'il y a des ouvrages qui n'intéressent qu'une seule station. Ces bibliothèques "privées" contiennent souvent dans leurs rayons de gros ouvrages reliés auxquels sentimentalement les chercheurs sont fort attachés. Elles peuvent coûter cher, notamment en personnel et en abonnements. Je pense qu'elles n'évolueront pas, car il sera difficile de remplacer les personnes qui autrefois s'en occupaient, l'unité centrale de documentation restant seule équipée de serveurs de consultation appropriés.

**D.P. — Lorsqu'il y a des réparations ou des aménagements à faire, le bâtiment de Biotechnologie se débrouille-t-il tout seul ou fait-il appel aux Services Généraux du Centre ?**

**L.R.** — Le laboratoire de virologie est arrivé à Jouy avec la majorité de son personnel. Quand il se trouvait à Grignon-Thiverval, il disposait de 2 ou 3 personnes pour effectuer les travaux d'entretien. On a créé du même coup, dans le bâtiment de Biotechnologie, un petit atelier où travaillent aujourd'hui 3 personnes. Il faut dire que le fonctionnement du bâtiment est assez complexe et réclame une grande technicité au niveau de la production du froid et du chaud ou des rayonnements ionisés. Si pour les réglages divers et les travaux courants, la présence de cet atelier est parfaitement justifiée, les travaux les plus gros restent à la charge des services généraux. Il me semblerait normal que cet atelier soit rattaché, un jour, à ceux qui existent dans le Centre.

**D.P. — Avez-vous été confronté, au cours de votre carrière, à des problèmes juridiques ? Comment les avez-vous résolus ?**

**L.R.** — Je les ai découverts au fur et à mesure en m'occupant des marchés et des appels d'offre (15). Une secrétaire s'est spécialisée un peu, de son côté, dans l'étude des baux et des fermages. Il y a, en effet, toujours des petits problèmes à régler. Le Centre procède à des échanges. Il loue des terrains mais en donne aussi en location, par exemple, à Magny-les-Hameaux, au lotissement de Champfleury pour faire un bassin de retenue ou à une société qui dépend un peu de la Météorologie Nationale. INRA envisage de vendre le terrain des porcheries anciennes de la Minière.

**D.P. — La diminution des surfaces en prés de fauche ou en pâturages n'estompe-t-elle pas l'image agromique du Centre de Jouy ?**

**L.R.** — Nous ne laissons pas tous les terrains en friche, sous prétexte que nous n'en avons plus besoin. Nous préférons les laisser à des collègues de Versailles qui viennent y faire parfois des expérimentations. Mais c'est un fait que tous les terrains en face du château étaient autrefois cultivés.

Dans les années 60, Pierre Mauléon qui était un cavalier m'avait demandé de construire un manège couvert, à l'aide d'une subvention qui nous avait été accordée par les Haras. LADAS qui avait 3 ou 4 chevaux l'a repris, par la suite et fait construire quelques box. D'autres box ont été construits par le labo des groupes sanguins pour pouvoir y loger des chevaux. Comme il y avait beaucoup de terrains disponibles, nous avons laissé les chevaux qui étaient jusque là enfermés vaquer librement dans les prairies.

---

**D.P. — Avez-vous eu des engagements syndicaux ou avez-vous travaillé dans des structures, comme l'ADAS ?**

**L.R. —** J'ai été président de l'ADAS de Jouy pendant quelques années, mais, dans les grands centres comme Jouy, l'ADAS tend à n'être plus qu'un bureau de subventions, les agents étant pressés de rentrer chez eux, le soir, en raison des problèmes de transport (16) et acceptant peu volontiers d'organiser, sur place, des activités collectives nouvelles ou de rendre visite aux autres Centres. Heureusement, je constate une évolution et une nouvelle motivation des agents. Versailles qui était un Centre plus ancien était seul jusqu'ici à organiser des réunions de retraités. Mais, avec l'accroissement du nombre des départs à la retraite, le Centre de Jouy s'y met à son tour (17).

Beaucoup de personnes, qui ont été recrutées comme moi, ne sont titulaires que depuis le 1er Janvier 1984. Celles qui vont bientôt totaliser 15 années en tant que fonctionnaire ou qui sont parvenues au bout de leurs quarante années de cotisations ou qui sont atteintes par la limite d'âge vont être incitées, en effet, prochainement à partir.

**D.P. — Quand vous voyez au restaurant de Jouy les nouveaux arrivés, avez-vous l'impression que leurs motivations, leur comportement, leurs centres d'intérêt n'ont plus rien à voir avec ceux des anciens que vous avez connus ?**

**L.R. —** Les jeunes ont évidemment des façons différentes de voir les choses. Ils sont moins "respectueux" des traditions et de la hiérarchie qu'autrefois. L'atmosphère est beaucoup plus conviviale et décontractée qu'il y a une trentaine d'années. Les personnes qui se rencontraient s'échangeaient alors des "Bonjour Monsieur" quelquefois très cérémonieux. Aujourd'hui, tout le monde se tutoie et s'adresse un Bonjour tout court ! A l'époque, les directeurs mangeaient à part, dans une salle qui leur était réservée. Les réunions de chefs de service, qui étaient autrefois limitées à un petit nombre d'initiés, sont aujourd'hui largement ouvertes pour permettre à tous de s'informer et se tenir au courant. La vie du Centre était avant très compartimentée, reposant sur des rites différents selon les services (fêtes, repas de Noël, la galette des rois, la tasse de thé prise tous ensemble dans certains labos) (18). Les jeunes aujourd'hui se rencontrent davantage d'un service à l'autre et se connaissent mieux ! Les services généraux, qui étaient considérés souvent comme des empêcheurs de tourner en rond (19), sont aujourd'hui beaucoup mieux acceptés.

Certaines aberrations subsistent néanmoins : il y a encore des secrétaires qui ont passé 30 ans de leur vie dans le château, mais qui n'ont jamais eu l'occasion de visiter les laboratoires du Centre alors qu'elles communiquent constamment avec eux par téléphone ! L'arrivée de jeunes plus décontractés devrait contribuer à l'avenir, à améliorer sensiblement ces relations.

**D.P. — La coexistence dans un même Centre de deux populations, l'une bien en place et ayant un statut fixe et protégé, l'autre plus mobile et ayant des statuts plus précaires, ne risque-t-elle pas d'être un jour remise en cause ?**

**L.R. —** Le Centre accueille aujourd'hui près de 300 stagiaires par an. Ce sont, en général des gens motivés, très heureux de se retrouver là pour préparer leurs mémoires ou leurs thèses. Beaucoup travaillent tard le soir et viennent même le samedi et le dimanche. Mais il n'y a pas, pour le moment, de tensions particulières avec les autres catégories de personnel.

**D.P. — Les visites du Centre qui sont organisées connaissent-elles un grand succès ? Imposent-elles une lourde sujétion aux chercheurs et techniciens ?**

**L.R. —** Nous sommes un peu partagés à leur sujet. Les personnes qui viennent visiter le Centre ne sont en général pas des scientifiques et s'attendent toujours à voir des choses extraordinaires (des moutons à 5 pattes !). Ce que nous essayons de faire, c'est de leur faire un exposé un peu général sur les acquis de chaque discipline et les recherches en cours, puis de les emmener voir quelques laboratoires. Sur

---

place, les chercheurs et les techniciens répondent à leurs questions et leur présentent des diapos ou des posters.

**D.P. — Est-ce que vous présentez facilement à vos visiteurs des animaux fistulés ou appareillés ?**

**L.R.** — Il y a quelques années encore, tout le monde entraînait dans le Centre de Jouy comme dans un moulin. Les dimanches après-midi, il n'était pas rare de voir des gens pique-niquer sur les pelouses et se promener dans les animaleries avec leurs enfants. C'est pour limiter ces visites inopportunes que nous avons clôturé le Centre et installé à l'entrée du domaine une barrière. Nous avons une bonne image de marque auprès de la presse et de sociétés comme la SPA (20). Comme nous tenons à la garder, nous hésitons toujours à faire voir des animaux fistulés ou trop appareillés, redoutant les réactions de personnes impressionnables qui ont peur que les animaux ne souffrent. Nous ne parlons jamais, pour cette raison, du bâtiment dans lequel nous logeons les singes de l'INSERM, ni des chiens ou des chats sur lesquels sont faites certaines expériences. Il en est de même de l'abattoir que nous ne faisons pas visiter.

**D.P. — Les secrétariats du Président de Centre et du Secrétaire général travaillent-ils de façon séparée ?**

**L.R.** — Non, c'est un secrétariat commun et il s'avère que c'est la meilleure solution car elle permet la continuité du service, en toutes circonstances. Son efficacité s'est révélée quand Yves Demarne et Pierre Darde ont mené à bien un certain nombre de réformes fort utiles. Aujourd'hui, le Président du Centre est plus tourné vers l'extérieur, car il est en relation avec beaucoup d'organismes scientifiques. Le secrétariat commun permet au Président et au Secrétaire Général d'être mutuellement informés des différents problèmes.

**D.P. — Quels sont finalement les aspects de votre métier qui vous ont le plus intéressé ?**

**L.R.** — Comme j'ai eu à m'occuper, dans chaque laboratoire, des travaux d'entretien, j'ai appris très vite à connaître tous les gens du Centre. Cela m'a permis d'entrer ainsi en contact avec des scientifiques, mais aussi des ingénieurs, des techniciens, des secrétaires. Je me souviens qu'un directeur de laboratoire m'avait demandé, à une certaine époque, de lui gérer son budget d'entretien parce qu'il n'arrivait pas lui-même à "s'en sortir". J'ai refusé toutefois, estimant que ce n'était pas mon rôle. J'ai eu de bonnes relations avec tout le monde à Jouy et dans les domaines mais aussi avec des chefs d'entreprise, des ouvriers du bâtiment ou des architectes dont certains sont devenus des amis. Les secrétaires généraux sont utiles pour faire le lien avec les architectes qui sont souvent peu au fait des questions administratives et les chercheurs dont les avis sont sinon discordants du moins peu compréhensibles aux hommes de l'art.

---

## Notes

- (1) Secrétaire général depuis 1957, il est parti à la retraite en 1982.
- (2) Dans la commune de Magny-les-Hameaux.
- (3) Dans la commune de Brétigny.
- (4) Dans la commune de Guyancourt.
- (5) Ce domaine d'un seul tenant mais traversé par la petite route qui va à Bièvres a été acheté, en 1950. Quelques terres de culture ont été acquises par la suite pour pouvoir récolter du foin et des céréales.
- (6) Le Centre de Jouy a accueilli toutefois, dans les dernières années, une équipe de virologie qui se trouvait à Grignon, une équipe s'occupant de protéines qui venait de Versailles. Il est question qu'il récupère une partie du laboratoire de biométrie de Versailles.
- (7) Il n'a été mis en service qu'en 1988. Les travaux n'ont commencé vraiment qu'en 1985.
- (8) Il avait succédé à M. Dupont au poste de secrétaire général qu'il a occupé, pendant 3 ans, jusqu'à l'arrivée de P. Darde.
- (9) Le nombre de ceux qui étaient rattachés administrativement à Jouy ayant diminué avec la disparition de l'appellation CNRZ et la mise en place de la politique de décentralisation : le domaine de Bourges a été rattaché à Orléans, celui de Carmaux à Toulouse, celui du Pin à Rennes, celui de Poligny à Dijon.
- (10) Dans le cas du bâtiment de Biotechnologies, on nous a demandé, après l'étude du projet de base, d'intégrer de nouveaux services : la microscopie électronique et la cytogénétique. Comme les fabricants des microscopes avaient recommandé une stabilité parfaite pour que les appareils soient à l'abri des vibrations, le programmeur a pensé qu'il fallait que la dalle du sol ne soit pas reliée à la structure mais reste indépendante. On avait coulé une dalle à l'étage, mais du fait de la présence de source, celle-ci s'est mise progressivement à descendre, occasionnant des fentes dans les murs et menaçant de cisaillement les canalisations. Devant les lenteurs mises à entreprendre des réparations, il a fallu intenter un référé. Le tribunal a nommé un expert et a conclu à la responsabilité conjointe de l'architecte, du bureau d'étude et de l'entrepreneur. Il y a eu finalement une reprise en sous œuvre. L'affaire vient juste de se finir, alors que le bâtiment avait été mis en service en 1988.
- (11) A toutes les heures, on y trouve des gens qui s'y retrouvent pour discuter de leurs manips, concevoir de nouveaux projets. C'est certainement plus convivial que de posséder dans son labo sa cafetière ou sa théière !
- (12) C'est le cas notamment du Centre de documentation dont les entrées ont été remaniées récemment pour le rendre plus accueillant.
- (13) Elle comporte à l'étage une salle de réception pour permettre à un service de recevoir des hôtes, à la fin d'un colloque ou d'organiser des pots, à l'occasion de thèses ou de succès, lors des concours.
- (14) Depuis, la société privée qui organise le transport par car a créé des navettes et, de ce fait, le car des Biotechnologies qui était par ailleurs assez vétuste, a été supprimé.
- (15) Les études préliminaires à une construction demandent souvent beaucoup de démarches administratives. Pour construire le bâtiment des biotechnologies, il a fallu prendre contact avec la Direction régionale de l'architecture, située à Paris, la Direction départementale de l'architecture (qui se trouvait à Versailles), la mairie de Jouy qui était en train d'élaborer son POS. La DDA des Yvelines nous a aidés à négocier avec la DDE, de façon à rendre constructible la zone dans laquelle nous comptions élever le bâtiment. Entre-temps, il a fallu tenir compte d'un nouveau plan d'urbanisme et élaborer un schéma indiquant les parties à détruire et à conserver, pour obtenir l'accord de la municipalité. Nous avons dû intervenir, en outre, pour obtenir le rehaussement à 0, 30 du COS qui n'était précédemment que de 0, 25. Il a fallu négocier enfin avec la DATAR et s'engager à détruire, en contrepartie d'autres bâtiments tombés à l'abandon.
- (16) Il y a toujours eu, à Jouy, "des horaires fixes." Quand je suis entré à l'INRA, les horaires étaient de 8h 30 à 18 h, avec une heure un quart pour le déjeuner. Comme beaucoup habitaient Paris, des demandes ont été faites pour réduire la durée du temps consacré au repas et quitter le Centre, plus tôt dans la soirée. Mais ces modifications d'horaires font que les gens n'ont plus eu le temps d'avoir d'autres activités au moment des repas. Aujourd'hui, par exemple, un système de badges a été mis en place aux services généraux pour permettre aux agents qui le souhaitent de pratiquer un horaire variable. Mais le "badge" reste encore mal vu, alors qu'il permet à chacun de gérer ses horaires, sans à avoir à se justifier.
- (17) Aux services généraux où travaillent une cinquantaine de personnes, une vingtaine va partir à la retraite dans les 4 ou 5 prochaines années !
- (18) Ce n'était pas le cas des Services généraux qui, logeant dans le château, ne voulaient pas prêter le flanc à des critiques ! Le manque de festivités communes est peut-être en partie responsable des relations très compartimentées qui ont existé assez longtemps entre certains secteurs.
- (19) Autrefois, certains chefs de service auraient souhaité qu'on leur donne, en début d'année, un carnet de chèques pour pouvoir effectuer à leur guise toutes les commandes, sans contrôles a priori mais seulement a posteriori.
- (20) Il n'y a qu'une fois où nous avons eu une alerte à la bombe, venant probablement d'un plaisantin !

---

### **Curriculum vitae sommaire**

- 1963 : recruté à l'INRA sur poste régime général, en qualité de chef du service des études et travaux du CNRZ.
- 1965 : ingénieur 1 B.
- 1967 : ingénieur 3 A, nomination au titre du diplôme.
- 1984 : titularisé en tant qu'ingénieur d'études de 2ème classe.
- 1984 : secrétaire général par intérim.
- 1985 : secrétaire général adjoint.
- 1986 : nommé ingénieur d'études de 1ère classe.
- 1991 : nommé ingénieur de recherches de 2ème classe.
- 1996 : ingénieur de recherches de 1ère classe.
- 1997 : départ à la retraite.